

# Avortement: enquête sur un tabou indonésien

Indonésienne d'origine, Wening Udasmoro prépare une thèse de doctorat sur la politique de l'avortement dans son pays natal. Un travail qu'elle mène entre Genève et Jakarta, sous l'égide de l'Ecole doctorale lémanique en Etudes genre

Quelques instants, le hasard et un peu de chance suffisent parfois à changer le cours d'une vie. Celle de Wening Udasmoro a pris un tournant singulier le jour où, passant devant les murs de l'ambassade de Suisse en Indonésie, elle a poussé sa porte attirée par une affiche vantant une bourse de la Confédération pour chercheurs étrangers. «J'ai aussitôt postulé et ma candidature a été acceptée», explique la jeune femme. Le temps de demander un congé pour le poste d'enseignante de français que j'occupais dans la ville de Jogjakarta (à environ 600 kilomètres de la capitale) et j'ai fait mes bagages pour

Genève.» Logée à la Cité universitaire, elle se lance alors dans un DEA en Etudes genre, avant d'enchaîner, il y a deux ans, sur une thèse de doctorat avec le soutien de la Conférence universitaire suisse et de l'Ecole doctorale lémanique en Etudes genre, projet issu d'une collaboration entre les Universités de Genève et de Lausanne. Son thème de prédilection: la politique de l'avortement de l'Etat indonésien, de la prise de pouvoir de Sukarno en 1945 à l'avènement des réformateurs, au pouvoir depuis 1998. Concrètement, Wening Udasmoro partage son temps entre Genève et Jakarta. Sur

les rives du Léman, elle se concentre sur la partie théorique du travail et les questions méthodologiques. Un travail complexe pour lequel elle peut compter sur l'appui de la professeure Thanh-Huyen Ballmer-Cao, coordinatrice de l'Ecole lémanique en Etudes genre et de Lorena Parini, maître-assistante en science politique et codirectrice de cette thèse. La collecte et l'examen des sources s'effectuent par contre en Indonésie. Hébergée par une partie de sa famille installée dans la capitale, la jeune chercheuse jouit sur place de conditions de travail qui semblent plutôt favorables. Sur le plan pratique en effet, les choses sont relativement faciles. Même si la ville compte parmi les plus chères du pays, le niveau de vie y reste relativement bas, si bien que les transports et la logistique ne posent pas de problèmes particuliers. Wening Udasmoro, qui connaît la capi-

## Une lente évolution

Proportionnellement, l'Indonésie est le pays qui compte le plus fort taux d'avortement en Asie. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus d'un million et demi d'interventions – deux millions selon les associations féministes – sont recensées chaque année pour une population totale de 210 millions d'habitants. La mortalité des femmes est par ailleurs très élevée avec une proportion de 375 décès pour 100 000 individus. Selon les spécialistes, l'avortement serait la cause principale de décès dans 30% des cas. Sur le plan légal, cette pratique est pourtant très sévèrement réglemantée depuis l'accession au pouvoir de Sukarno et la mise en place d'une politique résolument nataliste. Elle est ainsi assimilée à un crime dans le code pénal indonésien et il n'existe aucune circonstance atténuante ni en cas de viol ni en cas de maladie.

Suite à l'introduction du planning familial, une jurisprudence a toutefois été mise sur pied, qui considère que l'avortement est licite lorsqu'il permet de sauver la vie d'une femme. Curieuse particularité, le gouver-

nement a récemment autorisé l'avortement de femmes mariées lorsqu'elles sont confrontées à des grossesses non désirées. Alors que le Parlement s'était toujours refusé à entrer en matière dans ce domaine, un projet de loi a été mis sur pied depuis l'arrivée au pouvoir des réformateurs. «Le texte est actuellement en discussion», note Wening Udasmoro. Potentiellement, il pourrait entraîner des changements considérables, mais son sort dépend avant tout du résultat des élections de ce printemps.» VM



tale pour l'avoir fréquentée depuis l'enfance, profite par ailleurs d'un utile réseau de connaissances qui lui a notamment permis de franchir les portes de la bibliothèque du Ministère de la santé, source de première importance pour son travail. «Quand vous rencontrez quelqu'un auprès de qui vous avez été recommandé ou



Dans un pays comme l'Indonésie, où la culture traditionnelle tient encore un rôle prépondérant, l'avortement est un sujet difficile à aborder en public.

que vous connaissez directement cette personne, l'accueil est un peu plus chaleureux, précise la chercheuse. C'est un atout utile, surtout lorsque vous voulez aborder un thème aussi sensible que celui-là.»

### Dépasser l'interdit

D'avantage encore que l'homosexualité, dont on ne parle pourtant pas volontiers dans ce pays, l'avortement est une question taboue. Un interdit renforcé par des siècles d'histoire, le poids de la culture locale et celui de la religion. Selon la tradition, le corps de la femme est en effet placé sous la protection de l'ensemble de la société. Dans de telles conditions, une femme qui décide d'interrompre volontairement sa grossesse ne fait pas que prendre une décision qui ne lui appar-

tient pas. Elle signifie également à l'ensemble de la collectivité que sa protection a été défaillante.

Face à un enjeu semblable, difficile d'obtenir des informations. Pour accéder aux renseignements désirés, il faut donc savoir choisir ses mots. «En public, j'évite d'aborder l'avortement de façon directe», précise Wening Udasmoro. Sachant les réticences que le sujet peut provoquer, je préfère approcher mes interlocuteurs en demandant d'abord des renseignements sur un thème que je sais proche comme la santé des femmes, par exemple. Il m'arrive également de m'exprimer par périphrases en utilisant des termes plus anodins comme celui de «santé reproductive». C'est une manière de nouer le premier contact sans risquer de choquer.» Autre écueil: pour la première période

étudiée, soit le régime de Sukarno, les documents d'archives relatifs à l'avortement sont rares. Et quand ils existent, encore faut-il être capable de les retrouver dans le fatras de l'administration locale. Pour pallier cette difficulté, Wening Udasmoro a souvent eu recours à des ONG. Implantées de longue date dans le pays, elles disposent en effet de fonds bien organisés sur ce thème. A cet égard, le fait d'être citoyenne indonésienne ne constitue pas vraiment un avantage. Le chercheur étranger, bardé du prestige de l'Occident et systématiquement valorisé, jouit en effet d'une bienveillance rarement démentie. «La volonté de donner une bonne image du pays au monde extérieur pousse souvent les fonctionnaires à ne pas se montrer trop tatillons avec les ressortissants étrangers», explique Wening Udasmoro. Les choses sont un peu différentes entre Indonésiens: il faut affronter l'administration et remplir je ne sais combien de formulaires pour obtenir la moindre information. Et s'il est difficile pour un Indonésien de rabrouer un étranger, il n'en va pas de même pour quelqu'un du pays. Pour contourner le problème, j'ai donc demandé à la professeure Ballmer-Cao de me faire une lettre de recommandation officielle. Ce document m'a énormément aidé: c'est devenu un véritable sésame pour mes travaux.» ■

Vincent Monnet